

Le 10 avril 2020

## LETTRE OUVERTE AUX MINISTRES DES FINANCES

**Les entreprises, les travailleurs et la société civile dans le monde entier s'unissent pour appeler à un allègement de la dette d'urgence afin de permettre aux pays en développement de lutter contre la pandémie de COVID-19**

Mesdames/Messieurs les ministres,

Nous vous écrivons au nom de la Chambre de commerce international (**CCI**), le représentant institutionnel de plus de 45 millions d'entreprises, de la Confédération syndicale internationale (**CSI**), porte-parole des travailleurs et des travailleuses au niveau mondial, et de Global Citizen, un mouvement de citoyens engagés qui utilisent leur voix collective pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030.

Le nouveau coronavirus (**COVID-19**) ne ménage pas ses effets nocifs dans le monde entier. Ses conséquences sur le plan économique toucheront principalement ceux qui sont les moins en mesure d'y faire face. Pour de nombreux pays emprunteurs de l'Association internationale de développement (IDA), les fonds nécessaires pour lutter efficacement contre la COVID-19 dépassent largement les ressources à leur disposition—même dans des conditions économiques normales. Cette situation a, bien sûr, été considérablement exacerbée par le ralentissement économique que laissait présager la COVID-19, entraînant une fuite rapide des capitaux, une chute des flux d'investissements directs étrangers et des dépréciations monétaires significatives dans tous les pays de l'IDA.

Le résultat net est que de nombreux pays en développement sont désormais devant un choix impossible: continuer de s'acquitter de leurs obligations en matière de dette internationale ou prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs citoyens des ravages sanitaires et économiques de la COVID-19.

Aucun gouvernement ne devrait être contraint de faire un compromis si illogique. En l'absence de mesures urgentes, nous percevons le risque important qu'une série de défauts de paiement exacerbe davantage la récession économique sans précédent déjà en cours et porte un coup fatal à la réalisation des Objectifs de développement durable. En outre, dans le cadre de la lutte contre un virus qui—de par sa nature même—ne connaît pas de frontières, il est impératif que tous les pays disposent des ressources nécessaires pour éradiquer la propagation de la COVID-19.

Dans ce contexte, nous vous écrivons pour vous enjoindre de tirer parti des Réunions du printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui se tiendront la semaine prochaine, pour exclure la dette internationale de l'équation dans la lutte contre la COVID-19. Dans le cadre d'un train de mesures plus large visant à garantir que tous les gouvernements disposent des ressources nécessaires pour protéger la vie et les moyens de subsistance de leurs citoyens, nous vous enjoignons—au minimum—à:

## 1. Garantir un allègement immédiat des obligations en matière de service de la dette

Aucun pays ne devrait choisir entre assurer le remboursement de la dette souveraine ou payer le personnel infirmier et acheter des respirateurs, et le financement multilatéral de la lutte ne devrait pas être dilué par des paiements aux créanciers tant publics que privés. À cet effet, nous joignons notre voix collective à l'appel lancé par le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à tous les créanciers bilatéraux publics pour suspendre immédiatement les paiements au titre du remboursement de la dette des pays de l'IDA qui en demandent une dispense, et assurer la suspension sans intérêts courus. Nous encourageons les Réunions du printemps à coordonner des actions d'urgence en matière de dette, y compris des moratoires, ainsi qu'une feuille de route pour l'allègement systématique et global de la dette afin de permettre une reprise à la suite du COVID-19 et la réalisation des Objectifs de développement durable.

## 2. Financer le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes

Le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (**fonds fiduciaire ARC**) permet au FMI d'accorder un allègement de dette sous forme de dons aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables frappés par une catastrophe de santé publique aux conséquences désastreuses. Il est indispensable à la libération des ressources afin que les pays à faible revenu puissent se préparer adéquatement contre la COVID-19 et répondre à ses effets. Le fonds fiduciaire ARC est un élément fondamental de la réponse multilatérale aux crises actuelles.

À cet égard, nous saluons l'engagement pris récemment par le Royaume-Uni à apporter une contribution supplémentaire de 150 millions GBP au fonds fiduciaire ARC. Nous appelons tous les pays donateurs à suivre l'exemple du Royaume-Uni et à accroître, sans tarder, leur financement du fonds fiduciaire ARC.

Nous craignons qu'une incapacité à répondre immédiatement aux besoins des pays en développement en matière de dette et de financement durant cette crise sans précédent n'entraîne des pertes en vies humaines et des moyens de subsistance à grande échelle – pouvant résulter en un effondrement total des systèmes sociaux et économiques. En tant que représentants des travailleurs dans le monde, des entreprises et de la société civile, nous ne pouvons laisser une telle situation se produire.

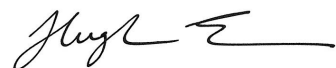
Dans l'attente de vos mesures urgentes, nous vous prions d'agréer, Mesdames/Messieurs les ministres, l'expression de notre haute considération.



John W.H. Denton AO  
Secrétaire général  
CCI



Sharan Burrow  
Secrétaire générale  
CSI



Hugh Evans  
Directeur  
Global Citizen